

### *Des briques rouges au tartan Suresnois*

Les briques rouges, un des symboles de Suresnes, voulu par son maire bâtisseur, Henri Sellier. Les briques rouges de la Cité Jardins, qui ont bercé mon enfance depuis 1981.

En mars 1981, j'ai vu le jour à l'hôpital Foch de Suresnes. Premier souffle dans la ville que mes parents choisiront pour y habiter un an plus tard. Car, malgré ma naissance à Suresnes, mes parents habitaient Ville-d'Avray, petite ville de dix mille âmes des Hauts-de-Seine, qui a longtemps été une des terres d'accueil pour les immigrés italiens et portugais. Mes parents, mariés en 1978, alors que ma mère n'avait que 19 ans, habitaient un petit appartement de la rue de Versailles à Ville-d'Avray, non loin de l'entreprise familiale de bâtiment implantée là depuis plus de trente ans.

Le point commun entre mes parents, et surtout leur point de rencontre, fut le tartan de la piste d'athlétisme de Suresnes. Ils étaient tous deux athlètes et s'étaient rencontrés au club Suresnois des *White Harriers*, tout comme mes oncles et tantes, adhérents eux aussi de ce club centenaire.

Jean-François, mon père, courait le 400 mètres haies. Il a très vite proposé ses services d'entraîneur aux athlètes Suresnois et forma, pour les amener au plus haut niveau des athlètes comme Marie-Odile Massard-Legrand, championne de France de saut en longueur, ou encore Bertrand Lebouetté, athlète international sur 400 mètres, qui sera par la suite embauché au service des Sports de Suresnes.

Passionnée d'athlétisme depuis son plus jeune âge, Carole, ma mère, avait quitté adolescente son club de Rueil-Malmaison pour s'inscrire dans celui de Suresnes qui était, à l'époque, le must des clubs franciliens. Elle courait le 800 et le 1 500 mètres et s'est retrouvée avec mon père comme entraîneur, et puis l'histoire fit le reste...

Fin 1982, mes parents décidèrent de se rapprocher de leur lieu d'entraînement, le stade Maurice Hubert, et emménagèrent à Suresnes, à la Cité Jardins, au 4 de l'avenue de l'Abbé St-Pierre, où ma vie Suresnoise commença. Tout naturellement, mes premiers pas ont eu lieu sur ce stade, où je passais, non sans plaisir, soirs et week-ends et même souvent les vacances scolaires.

C'était une époque où tous les sportifs du club s'occupaient des enfants des autres athlètes et j'y ai rencontré ma meilleure amie, Christelle, un peu ma sœur de lait tant nos deux mères étaient amies. Nous étions ensemble les soirs pour les entraînements, les week-ends pour les compétitions et, pour les vacances, nous partions en stage en province ou à l'étranger avec l'ensemble du club. Nous avons deux familles, celle de sang et celle du quotidien, qui deviendra celle du cœur.

Ce club Suresnois a marqué l'histoire de ma famille, car beaucoup d'entre eux sont passés par son tartan et beaucoup de couples s'y sont formés : mon oncle, Luc, le petit frère de ma mère, y rencontra son épouse, Sylvie, Suresnoise elle aussi. Bien sûr mon père et ma mère. Mon père y rencontra aussi sa deuxième épouse, ma belle-mère, Nathalie, la mère de mes sœurs. Son frère, Hugo, mon oncle par alliance, y fera aussi un long passage à la perche, avant de travailler à la mairie comme responsable de Suresnes loisirs animation.

Je fus longtemps entraîné par mon père, avant de rejoindre le groupe de Claude Mondet, qui me connaissait, lui aussi, depuis ma naissance. Après mes études, j'ai souhaité également entraîner des jeunes et leur transmettre la passion de ce sport, le fairplay qu'il implique, mais aussi l'amour du club des *White Harriers*. Ce club est spécial, chargé d'histoire, une longue histoire. Créé en 1908 par l'Anglais Paul Finch, il fut tout d'abord un club omnisports avec la gymnastique, le basketball et l'athlétisme, puis, après son éclatement en 1976, il ne devint plus qu'un club d'athlétisme, bien qu'un des meilleurs de France.

J'ai donc réellement commencé mon parcours sportif à l'âge de quinze ans. Certainement par filiation, je me suis dirigé vers la discipline de la course de haies, d'abord sur 110 mètres, puis sur 400 mètres. Régulièrement médaillé lors des championnats départementaux, je suis parvenu à me hisser au niveau du championnat de France universitaire et à obtenir le classement d'Athlète national 2 sur 400 mètres haies en battant en 2004, non sans fierté, le record établi par mon père.

Après le départ des dirigeants, en place depuis trente-six ans, je me suis investi en 2005, avec un groupe de personnes motivées comme moi, pour faire avancer ce club centenaire vers la modernité. Avec Claude Mondet, que nous avons porté à la présidence, nous avons réformé un système vieillissant, bien qu'ayant des bases solides. Tout d'abord comme Vice-Président, en charge du Haut niveau et de l'organisation, puis comme trésorier, j'ai passé cinq ans aux côtés des athlètes et des entraîneurs.

J'ai réussi, avec Claude Mondet, à initier le rapprochement dans une entente sportive des clubs de Suresnes, de Nanterre et de St-Cloud dès 2009. Une mutualisation sportive indispensable pour que les clubs sportifs puissent perdurer, surtout en zone urbaine et cela avant même que l'intercommunalité ne soit formée avec Nanterre. Mes activités aujourd'hui ne me permettent plus d'être actif dans ce club, mais mon attachement reste toujours intact.

### *Les trois piliers de mon engagement citoyen*

Tout d'abord Riccardo Iacovelli, mon grand-père paternel. Arrivé à l'âge de 17 ans, quittant son village portuaire d'Adriatique dans la région de Puglia, au sud de l'Italie. Il quitta ses parents et ses quatre sœurs pour tenter de trouver du travail, ailleurs que dans cette région de production

d'olives où il se trouvait être quasi inexistant, dans cet après-guerre douloureux pour son pays. Il pouvait choisir d'aller à Milan, chez ses cousins paternels, ou bien tenter l'aventure chez son oncle maternel installé dans la région parisienne. Sans parler un mot de français, il opta pour la France et débarqua chez son oncle, à Ville-d'Avray, dans les Hauts-de-Seine. Comme tous les « Ritals » de l'époque, il travailla sur les chantiers, apprenant le métier de maçon.

A l'époque il fallait être français pour monter son entreprise. Alors, sans regret, le jeune Riccardo prit la nationalité française. L'état civil de l'époque l'obligea pourtant à changer son prénom italien pour Richard. Autres temps, autres méthodes. C'est toujours un plaisir de l'écouter raconter, à 85 ans passés, avec l'accent qu'il n'a jamais perdu, sa vie passée et d'évoquer, tout empreint de fierté et d'humilité, sa *nationalisation*, plutôt que sa naturalisation, faisant sourire sa tribu depuis tant d'années.

Ce fils d'ouvrier italien, naturellement de gauche à l'époque, s'engagea sur la liste électorale d'opposition aux élections municipales de 1965 à Ville-d'Avray, et dut subir pendant des années l'ostracisme des habitants, lui faisant payer ses choix politiques en ne lui proposant plus de travail. Un parcours difficile d'immigré, nouveau français mais éternel étranger pour certains, qui me rappelle toujours d'où vient ma famille et la chance que nous avons, nous, enfants de la troisième génération, d'être nés français.

Georges Ciron, mon grand-père maternel, est né à Paris en 1934. Fils de commerçants de Nanterre, ce passionné de football (comme gardien de but et comme entraîneur), a marqué

mon enfance, mon engagement politique et, certainement sans le savoir, mon activité professionnelle.

Chef-pâtissier pour le restaurant de la Caisse des Dépôts, il faisait profiter sa famille et ses amis de tous les gâteaux et pâtisseries qu'il confectionnait quotidiennement. Un grand-père pâtissier et une grand-mère employée chez Kréma, je vous laisse imaginer les week-ends sucrés qui étaient les nôtres... Après avoir pris sa retraite en 1991, il s'occupait de moi les mercredis, m'accompagnant dans chacune de mes activités sportives. Lorsque je fus adolescent, nous discutons tous deux de politique. J'ai gardé ses grandes lettres manuscrites, lettres d'un autre temps, dans lesquelles il me prodiguait conseils et encouragements. Il fut le premier à m'inciter à militer.

Mes grands-parents maternels ne s'en cachaient pas, ils venaient de milieux modestes et paysans, et leur cœur était à gauche, une gauche communiste. Rueillois d'adoption, ils louaient pourtant les réalisations du maire gaulliste de l'époque, Jacques Baumel, qui a fait de Rueil-Malmaison ce qu'elle est aujourd'hui. « *Ce qui importe, me disaient-ils régulièrement, c'est le personnage et son projet pour sa ville, pas son étiquette politique.* »

Et puis Jean-François Iacovelli, mon père. Je pourrais même ajouter, mon père, ce héros. Cette force de la nature, cet amoureux des sports, ce passionné d'athlétisme, est depuis toujours mon modèle et certainement le plus fidèle de mes amis. Chef d'entreprise en maçonnerie, comme le fut son père avant lui, il est aujourd'hui à la tête d'une famille de quatre enfants dont je suis l'aîné, après la naissance de mes trois sœurs Emilie, Julie et Manon, nées de son second mariage avec Nathalie Ferrazzi, qui s'avéra être une seconde mère pour moi.

Pour nous, il est plus qu'un père, c'est le pilier de notre famille, celui qui a soudé la fratrie depuis toujours. Propriétaire de rien, il a toujours fait le choix de tout donner à ses enfants et de profiter de la vie avec eux. Il nous a toujours impressionné. Jamais il n'a levé la main sur nous, mais un seul regard et une phrase de déception de sa part valaient toutes les sanctions.

Ces trois hommes sont sans nul doute les trois piliers qui ont fait de moi l'homme que je suis aujourd'hui. Mon engagement politique, ma fibre entrepreneuriale, mon amour du sport et du travail d'équipe, tous les fondements de ma personnalité y sont puisés.

### *Un enfant de Suresnes*

J'ai grandi à Suresnes dans le quartier de la Cité Jardins, dans une famille modeste, sans que l'on puisse comparer cela à un roman d'Emile Zola. Je n'ai jamais manqué de rien.

Ma scolarité, maternelle et élémentaire, s'est déroulée à l'école Vaillant-Jaurès, ce bâtiment magnifique datant des années 30. D'une autorité charismatique, la Directrice de l'école, madame Philippe, épouse du directeur du Centre de loisirs de la ville, accompagna cinq ans de ma vie dans un mélange de crainte et de respect et aussi, après coup, d'une profonde reconnaissance. Chaque année, lors de la cérémonie que la municipalité organise en l'honneur des enseignants de

la ville et où je participe en ma qualité de Conseiller municipal, je ne peux m'empêcher de lui rappeler cette image qui a marqué mes nombreux passages dans son bureau, pour bavardages entre autres. Je garde vivace le souvenir de ce stylo *Bic* bleu à bout pointu, serré entre ses doigts fins, qu'animait un poignet ferme entouré de bracelets bruyants, claquant entre eux à chaque mot posé sur le papier. Ce n'était généralement pas bon signe lorsque nous entendions, dans le bureau de madame la Directrice, ce bruit de bracelets...

Mes années de primaire se sont déroulées dans cette école d'un autre temps. Je me souviens de ma classe de CE1, avec madame Cursy, où nous avons eu la chance de partir en classe de découverte au centre de vacances municipal de l'Île d'Oléron, vendu depuis pour faire des économies. Quel Suresnois de mon âge n'a pas eu le plaisir de découvrir un des centres de vacances de la ville comme Le Grand Bornand, Saint-Lubin, l'île d'Oléron ou Lamoura... Ce n'est aujourd'hui plus qu'un souvenir, puisqu'en trente ans la municipalité a vendu l'ensemble de ces centres de loisirs...

La classe de CM2 était celle où chaque enfant de l'école Vaillant-Jaurès croisait les doigts en début d'année pour être dans la classe de madame Loison. Non pas parce que nous pensions, du haut de nos dix ans, qu'elle était la meilleure institutrice pour notre avenir (de cela on ne se rendra compte que plus tard), mais parce que cet espoir était justifié par le fait qu'être dans la classe de madame Loison et madame Roux signifiait un voyage de trois semaines aux Etats-Unis. Ce fut mon premier grand voyage, à Ormond Beach, en Floride. Je vous laisse imaginer les yeux d'une vingtaine de gamins, sortant de la Cité Jardins, parcourant les rues de cette ville

bourgeoise de la périphérie d'Orlando, avec ses immenses villas avec piscines que possédaient nos familles correspondantes, ou encore les allées de Disneyland, à une époque où Eurodisney n'existait pas encore en France...

Comme de nombreux enfants de Suresnes, j'ai également été un fervent utilisateur du centre aéré des Landes, au Mont Valérien, avant sa rénovation. Cette journée du mercredi, où nous nous retrouvions dans un cadre non scolaire, était très attendue. J'ai encore le souvenir de ces parties de football en contrebas du bâtiment blanc, depuis détruit. Et aussi de cette pâte jaunâtre, obtenue en grattant les glands des chênes, que du haut de notre jeune âge, nous goûtions sans appréhension...

### *Une jeunesse engagée*

Après son divorce, mon père déménagea dans la ville voisine de Rueil-Malmaison. C'est pour cette raison que je me retrouvais au collège Jules Verne de Rueil, qui se trouvait être à mi-chemin entre le domicile de ma mère et celui de mon père. Ce passage à Rueil a été la première occasion pour moi d'un engagement citoyen.

En effet, depuis plusieurs années, le maire de Rueil-Malmaison de l'époque fut l'un des premiers en France à créer le Conseil municipal des Jeunes, avec l'élection de représentants dans chaque collège. Je fus élu en 1994, pour un mandat de

deux ans. Nos missions citoyennes nous ont permis de mettre en place une action de solidarité avec les Restos du Cœur, de rénover une école dans un village de Côte d'Ivoire, mais aussi de créer des moments plus festifs avec la fameuse — et toujours d'actualité — patinoire de Noël devant l'Hôtel de Ville de Rueil. Je suis né français, et grâce à cet épisode de Conseiller municipal des Jeunes, j'ai appris à être un citoyen.

A cette époque, mon objectif professionnel était de devenir journaliste politique. Interviewer, décrypter, comprendre, c'était la vocation qui m'animait. En fin de classe de troisième j'ai renoncé à cet objectif, car mon professeur de français me découragea de suivre ce cursus à cause de mes lacunes en orthographe. Pourtant, avec le recul, je sais qu'avec la pugnacité qui me caractérise, j'aurai pu surmonter cet obstacle et atteindre l'objectif que je m'étais fixé.

De manière assez inexplicable, mes parents ne souhaitèrent pas que je m'engage dans une carrière sportive et il me fallut bien trouver une orientation professionnelle à la fin de ma dernière année de collège. J'aimais la cuisine, j'aimais le contact avec les gens et, selon mes parents, les métiers de l'hôtellerie n'étaient pas touchés par le chômage. Suivant les conseils de ma famille, j'optai pour un baccalauréat à l'École Hôtelière de Paris Jean Drouant-Médéric.

Cette école de métier, la seule de France à l'époque, où nous passions entre trois et six mois de l'année en stage, souvent en province ou à l'étranger, loin de nos familles, et où nous terminions deux soirs par semaine entre 21 heures et 22 heures, a fait mûrir même les plus angelots d'entre nous. J'y ai appris le sérieux, la rigueur et le professionnalisme des métiers de

l'hôtellerie, mais aussi les principes de gestionnaire et de chef d'entreprise. Et c'est aussi dans ce lieu que j'ai rencontré celle qui partage ma vie depuis plus de dix ans, Delphine, mon épouse et la mère de mon fils.

Je n'étais pas dépaysé, dans cette école du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puisque le bâtiment imposant de la rue Médéric fut construit en 1934, dans le même style de briques rouges que le quartier de la Cité Jardins dans lequel je vivais. Par contre, la salle de restaurant où nous apprenions les méthodes de service de haut standing était la réplique de celle du célèbre paquebot *France*...

C'était, au départ, un choix par défaut mais j'ai très vite appris à aimer ce métier. Ces cinq années d'étudiant m'ont permis d'acquérir une expérience et une indépendance personnelle et financière que je n'aurais pas eu en suivant une scolarité dite normale. Depuis ce jour, j'ai toujours défendu l'apprentissage d'un métier pour les élèves qui n'ont pas l'envie, ni la capacité, de suivre un cursus général. La commune pourrait être partenaire de ces apprentis, avec les nombreux corps de métiers qui composent les services municipaux.

Lors de mes études dans cette école, j'ai pris des responsabilités au sein du bureau des élèves et auprès de l'administration, comme une continuité de mon engagement au Conseil municipal des Jeunes et prélude à un engagement plus lointain qui s'annonçait.

## *Mon rêve américain*

J'ai toujours vécu à Suresnes, à part un passage de cinq mois dans le, depuis peu très célèbre, hôtel Sofitel de New York. A la fin de nos études d'hôtellerie, nous avons décidé, avec deux de mes proches amis, de poursuivre notre cursus en acquérant une expérience à l'étranger. Notre choix s'est porté sur la ville de New York, ville qui paraissait magique à nous, jeunes Français de la banlieue parisienne.

Après de longues et fastidieuses formalités, auprès du groupe Accor et du Consulat des Etats-Unis, le départ fut enfin fixé au 13 septembre 2001, par un vol au départ de Paris avec escale à Londres.

Evidemment, nous avons cru que notre projet professionnel n'allait jamais pouvoir se réaliser quand, le 11 septembre 2001 à 14 h 46 heure française, nous avons assisté, médusés et incrédules, aux attentats contre les tours du World Trade Center.

Il nous fallut attendre la reprise des vols à destination des Etats-Unis, le 19 septembre, pour que notre rêve américain commence. Après un atterrissage sur l'aéroport de Newark nous nous installâmes dans le très populaire quartier d'Astoria, dans le Queens, une banlieue de l'est de Manhattan.

Mais le manque d'activité économique, dans cette période douloureuse pour les New Yorkais, limitant la possibilité pour moi de trouver un emploi complémentaire au maigre salaire de stagiaire étranger que je gagnais au sein du Sofitel, aura eu raison de ce rêve-là...

Je rentrais seul, et définitivement, en France en février 2002. Pourtant, ces cinq mois au cœur du poumon économique de

la première puissance mondiale m'ouvrirent les yeux sur la chance d'habiter en France. De bénéficier d'un système de santé accessible à tous, par exemple (une simple consultation chez un médecin généraliste m'avait été facturée 120 dollars et, bien sûr, non remboursée par une sécurité sociale inexistante). Cependant la *Grosse Pomme* est vraiment le modèle type de la ville ouverte sur le monde, cosmopolite et tolérante. Les communautés, qu'elles soient religieuses ou identitaires, parviennent à vivre ensemble sans préjugés.

## *Un retour douloureux*

Le 21 avril 2002, je pouvais voter pour la première fois et c'était pour l'élection présidentielle. Nous étions, à l'époque, sous le format papier, la Ville n'avait pas encore décidé de passer aux machines électroniques — d'ailleurs controversées. Je fus recruté, non sans fierté, comme assesseur pour le dépouillement du premier tour.

L'épisode qui suivit, avec l'élimination de Lionel Jospin et la qualification de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac pour le second tour, créa chez moi une incompréhension et un sentiment d'injustice. Comme beaucoup de Français et surtout des jeunes, je descendis dans la rue le 1<sup>er</sup> mai 2002, pour appeler à faire barrage au Front National. C'est à la suite de ces événements que je décidai d'adhérer au mouvement des Jeunes socialistes.

En février 2002, je retrouvai donc Suresnes et sa Cité Jardins. Je repris l'athlétisme au stade Maurice Hubert, mais il me fallait trouver une solution pour mon avenir professionnel. J'avais envie de créer, envie de construire. Décision fut prise de fonder une société dont le but était de fournir du personnel de restauration aux professionnels, restaurateurs et traiteurs.

J'aurais pu partir pour une autre ville, mais je souhaitais rester dans la ville où j'habitais, où je faisais du sport. Je souhaitais investir à Suresnes.

Il me fallait un lieu pour m'implanter. Après un début dans l'appartement familial, je me suis tourné vers la pépinière d'entreprises de Suresnes, laquelle était sous la responsabilité de Jean-Louis Gras, adjoint au maire au Développement économique, et Isabelle Mégret, Conseillère municipale au Commerce et à l'Artisanat. C'était un outil fantastique pour tout nouvel entrepreneur. Un an et demi dans ce lieu me permit de me lancer et de trouver un local dans le parc privé, rue Berthelot, en centre-ville. Cette société dura trois ans, jusqu'à ce qu'en 2005, revenant à la Cité Jardins dans un local plus grand, je créai une nouvelle structure de traiteur et d'organisation de réceptions, que je dirige encore aujourd'hui.

### *Le temps de l'action*

Mais, un an plus tôt, en 2004, deux personnes vinrent frapper à la porte de ma boutique de la rue Berthelot pour

me distribuer un tract, Corinne Mahé et Chloé Trividic, toutes deux militantes du Parti socialiste de Suresnes. Après la longue conversation que nous avons engagée ce jour-là (et qui se poursuit encore aujourd'hui, pourrais-je dire) sur la politique qui était menée à Suresnes, je décidai de m'investir au sein du PS local, aux côtés de militantes si ferventes.

Ma première impression fut de constater que le leader historique du PS de Suresnes depuis 1989 avait tendance à endormir les militants locaux, par manque de motivation et de dynamisme, et je compris plus tard qu'il se complaisait même dans une opposition passive, par condescendance vis-à-vis du maire, qu'il rejoignit d'ailleurs, par opportunisme, comme adjoint à la Culture en 2008.

Nous décidâmes, fin 2004, de reprendre en main cette section locale afin de préparer les futures élections municipales de 2008. Le travail était énorme, vu le peu de personnes disponibles et de militants locaux. Les instances départementales et, a fortiori nationales, ne se préoccupaient pas de ce groupuscule, mais les choses changèrent par la suite.

Peu importe, nous étions décidés et volontaires. Notre candidat était Denis Hubert, un jeune avocat de 35 ans, conseiller municipal depuis peu. Ce fut trois ans de travail, de réseaux, de rencontres et de campagnes d'adhésions pour aboutir à sa candidature à l'élection législative de 2007 comme suppléant de Marie-Laure Meyer.

En mai 2007, Nicolas Sarkozy était élu à la présidence de la République et, un mois plus tard, le binôme législatif Meyer/Hubert réalisait un difficile 15 % des voix, face au candidat UMP qui était, lui, à 54 % au premier tour.

S'en suivit un long silence de notre candidat, qui finit par



nous convoquer pour nous annoncer son départ de Suresnes et me proposer de mener la liste municipale pour préparer l'avenir.

Je pris le temps de l'été pour réfléchir. J'aimais ma ville, j'en connaissais les dossiers, ayant été le bras droit du candidat durant trois ans, mais je n'avais jamais été candidat moi-même, et encore moins à la tête d'une liste municipale. Le défi était motivant et, avec un cercle de personnes de confiance autour de moi, Nicola d'Asta, Emmanuel Bedet, Christine Pradeilles, Sonia Demeaux, Claude Lapp et, bien sûr, Chloé Trividic, je décidai de le relever.

Le 3 octobre 2007, les militants Suresnois me confièrent ce mandat pour mener la liste municipale du Parti socialiste, qui prit le nom de *Suresnes Terre d'Avenir*. D'autres personnes nous rejoignèrent, comme Aurore Gillmann, qui deviendra Conseillère régionale en 2010. Chargée des questions d'Urbanisme, d'Energie et de Développement durable, Aurore se révéla une précieuse collègue et une amie fidèle. Elle travaille aujourd'hui au cabinet du ministre de l'Ecologie, Philippe Martin, lui-même ancien Suresnois, très attentif au devenir de la ville.

Notre projet était de proposer une équipe solide, soudée, portant un projet d'avenir pour les Suresnois. Cette élection de 2008, fut une révélation pour moi. Le contact avec les citoyens, l'écoute, les propositions à faire pour répondre à leurs attentes, cette proximité me portait.

Alliés aux écologistes, nous avons échoué à trouver un accord avec le PCF de Suresnes, mené par Gisèle Cailloux, élue de la ville depuis 1971. Dès lors, tout le monde s'accordait pour annoncer la victoire du maire sortant, à plus de 70 % des voix.

Nous avons décidé de mener une campagne très active, sur le terrain, à l'écoute des habitants, en multipliant les rencontres, en plus des traditionnelles présences sur les marchés du week-end et des distributions de tracts dans les boîtes aux lettres. Nous avons rencontré les commerçants, qui avaient été complètement oubliés par mes prédécesseurs, sous prétexte qu'ils ne voteraient jamais pour un candidat de gauche. Etant moi-même commerçant et Vice-Président de l'Association des commerçants et artisans de Suresnes, je ne voyais pas en quoi cela m'empêchait d'écouter leurs attentes et de leur proposer des solutions. Nous avons rencontré des jeunes, des représentants des communautés religieuses, des associations sportives, des représentants syndicaux du personnel municipal, nous avons tenu des réunions chez l'habitant dans des quartiers largement marqués à droite.

Suresnes n'était pas, je l'ai dit, une priorité pour le PS à l'époque, et nous ne pouvions compter que sur notre motivation, notre détermination, et la qualité de notre équipe. Notre proximité, notre absence de dogmatisme et le nouveau souffle que nous avons apporté au débat local, firent chuter le maire sortant à 50,8 %, avec seulement une centaine de voix d'avance. Un record depuis 1983, et une belle frayeur pour son équipe qui me l'avoua, dès l'annonce des résultats ce 9 mars 2008. La bataille était perdue, mais elle annonçait le début d'une nouvelle aventure, avec l'appui de tous les Suresnois mobilisés pour leur ville.

Ce n'était plus impossible.

L'espoir était de nouveau présent.

### *Une ville déesse*

J'ai grandi à la Cité Jardins de Suresnes entre les briques rouges du théâtre Jean Vilar et le tartan de la piste d'athlétisme du stade Maurice Hubert. Pendant de longues années, l'histoire de la ville s'est pour moi limitée à ce quartier.

Avec le temps, en lisant beaucoup, mais aussi en assistant à des conférences sur la ville, j'ai appris que Suresnes était une vieille dame chargée d'histoire. Avec Michel Guillot, ancien Conservateur du Musée de Suresnes, devenu un ami et un précieux conseil, j'ai pu découvrir les origines de notre ville et d'abord de son nom. Les versions peuvent différer suivant les historiens, mais la plus fréquemment admise est celle de *Surisnae*, déesse tutélaire des sources partant de la colline sacrée des Gaulois, aujourd'hui appelée Mont Valérien et se jetant dans la Seine, *Sequana* (à l'initiative de Suresnois amoureux de leur ville, une statue en bois massif portant le nom de la déesse a d'ailleurs été sculptée et se trouve encore aujourd'hui à la Maison de la Vigne).

Et en feuilletant les livres de la Société historique locale, j'ai aussi découvert la signification du S et du L entrelacés, entourés de quatre fleurs de lys, dans les armoiries de la ville. Ce

sont tout simplement les initiales de St-Leuffroy. Les couleurs de Suresnes, le bleu et le rouge, furent pour la première fois hissées fièrement par Bougault, premier maire de la ville en 1789.

Il faut attendre 918 après J.-C. pour que Suresnes entre dans l'histoire. Appartenant à l'Abbaye de la Croix, près d'Evreux, fondée par St Leufroy en 690, le domaine de Suresnes devient sa propriété. Après la signature du traité de St-Clair-sur-Epte en 911 par Charles III le Simple, l'Abbaye de la Croix et celle de St-Germain-des-Prés se réunissent, donnant naissance au domaine de Suresnes.

En 1070, l'acte de fondation de la paroisse de Suresnes marque le début du village en tant que tel, avec la construction de l'église St-Leufroy qui attirait les paysans des lieux dits alentour. Le village au Moyen-âge se trouvait entre l'actuelle rue des Couvaloux et l'avenue Georges Pompidou, le long de la Seine. Tous les côteaux et plateaux du haut de Suresnes étaient consacrés aux cultures, principalement à celle de la vigne.

Suresnes s'est précocement illustrée en se dotant d'une organisation chargée de parlementer avec les représentants du clergé dont elle dépendait. Nous pouvons encore voir dans les archives de la ville un document daté de 1230 inscrivant la présence du maire de Suresnes dans la négociation des taxes et impôts avec Eudes, l'abbé de St-Germain.

Suresnes ne fut jamais la propriété d'un Seigneur, même si dans certains livres, on peut lire qu'un des amis du roi Henri IV se faisait appeler « Monsieur de Suresnes ».

Henri IV fut sans nul doute le roi qui marqua le plus l'histoire et la légende de notre ville. Car c'est à Suresnes que furent organisées les conférences en vue de l'abjuration de la religion protestante du Roi Henri IV au profit du catholicisme. La légende dit que, lors de la tenue de ces conférences par les Grands du Royaume, le Roi s'adonnait à la passion charnelle avec la belle Gabrielle d'Estrées, buvant du vin de Suresnes, dans les champs des côteaux du Mont Valérien...

En 1820, sous la Restauration, la place de la Croix, en centre-ville, prit le nom de Place Henri IV.

### *Le vin de Suresnes*

C'est en étant étudiant de l'Ecole hôtelière de Paris que, bizarrement, je découvris les vignes de Suresnes dans mes cours d'œnologie. Il est vrai qu'enfant le vin n'était pas ma priorité. J'avais pourtant toujours été présent lors des Fêtes des Vendanges, mais sans faire le rapprochement avec le vignoble Suresnois.

Suresnes est une terre de vignoble, aujourd'hui la plus grande vigne d'Ile-de-France, devant la butte de Montmartre et la ville de Clamart. La vigne fut dévastée par le terrible hiver 1709 et les ceps suresnois, appréciés jusqu'à la cour du Roi, laissèrent la place à de nouveaux cepages beaucoup moins convaincants. Une satire de l'époque décrivait le vin

de Suresnes de façon peu reluisante :

*« Un bon prêtre du Calvaire,  
Fête ou dimanche d'ordinaire,  
Récitait sa messe au château ;  
Soit à dessein, soit d'aventure,  
Un jour, à ce que l'on assure,  
On lui donna du vin nouveau,  
Surène aigre, plate rinçure ;  
Huit jours après, Monsieur Mathieu, dit-il au sommelier  
du lieu,  
Voyons le vin de la burette,  
Car vous m'avez fait manger Dieu  
L'autre jour à la vinaigrette. »*

Souhaitons qu'aujourd'hui, malgré les détracteurs habituels, notre vin local composé de Chardonnay de Pinot gris, d'Auxerrois, de Sauvignon et de Sémillon, ne soit plus aussi aigre qu'auparavant et que les consommateurs apprécient ce vin blanc sec que nous récoltons en septembre.

### ***Le Mont Valérien***

Rendez-vous incontournable des joggeurs et des promeneurs, le Mont Valérien et son Parc des Landes, après avoir été un lieu de pèlerinage religieux, faisait partie des

acquisitions de l'aristocrate Lechat Deslandes en 1781. Le château des Landes fut détruit par l'armée française pendant la guerre de 1870 pour que la forteresse ait une portée de feu direct sur le château de St-Cloud, alors occupé par l'armée prussienne.

On ne peut parler du Mont Valérien sans évoquer le devoir de mémoire et la Seconde Guerre mondiale. Cette colline est surplombée par la seule forteresse de la région parisienne, construite sur l'ancien Domaine des Ermites, entre 1841 et 1845, sous Louis-Philippe, pour fortifier Paris. A cheval sur les communes de Rueil-Malmaison, Nanterre et Suresnes, elle sera attachée définitivement à Suresnes en 1850. Cette forteresse fut réquisitionnée par les nazis en 1940 et fut le lieu funeste où 1 114 résistants furent exécutés par l'occupant.

Chaque année nous leur rendons un hommage solennel dans la clairière des fusillés et, le 18 juin, le Président de la République vient commémorer l'appel à la résistance du Général de Gaulle devant le Mémorial de la France combattante, construit à sa demande en 1960.

J'écoute toujours avec un profond respect les survivants de cette époque douloureuse, quand ils racontent qu'ils entendaient dans toute la ville l'écho des coups de fusils tirés sur les résistants, abattus dans la clairière le jeudi, jour fixé pour les exécutions par les nazis.

Mais le Mont Valérien c'est aussi son cimetière américain, le seul d'Europe qui accueille les tombes des soldats des deux guerres mondiales, 1 565 soldats en tout. Chaque année, en tant qu'élus de Suresnes, nous rendons hommage à ces hommes morts pour délivrer la France, à deux reprises, de l'occupant.

## *Henri Sellier, l'éternel maire de Suresnes*

Suresnes, historiquement ville ouvrière, s'est dotée sous l'impulsion de son maire et ministre du Logement et de la Santé publique du Front populaire de Léon Blum, Henri Sellier, d'une des premières Cité Jardins, sur le modèle des Garden Cities anglaises.

Pour beaucoup de jeunes Suresnois, Henri Sellier c'est le nom d'un boulevard ou celui du collège de la Cité Jardins. Pourtant c'est bien plus que cela...

Ce natif de Bourges, né en 1883, d'abord Conseiller municipal de Puteaux puis Conseiller général de la Seine, se présenta pour la première fois à Suresnes en 1919, dont il devint maire à l'âge de 36 ans.

Diplômé des Hautes Etudes commerciales, il fut le fils spirituel d'Edouard Vaillant qui forma le jeune Sellier à l'éducation publique et populaire, ce qui restera un des axes majeurs de sa politique de nouveau maire. Passionné du mieux-être familial, de l'hygiénisme et de l'aide à l'enfance, il était considéré comme un maire « bâtisseur » — il avait 17 000 logements à son actif en Ile-de-France, répartis en onze Cités Jardins, dont Suresnes est la plus grande. Son but affiché était de loger, dans des conditions décentes, les ouvriers qui travaillaient dans les usines.

Ces Cités Jardins, composées de petits immeubles et de maisons individuelles, étaient entourées de cours et de rues verdoyantes et accueillantes avec des commerces en pieds d'immeubles, des lieux de cultes, des lieux de vie commune et des écoles.

Ses réalisations sont nombreuses sur Suresnes, notamment le Centre médical municipal Burgos, le groupe scolaire Payret Dortail, devenu le lycée Paul Langevin, le centre municipal de puériculture Darracq, le lycée de Jeunes filles, devenu le collège Emile Zola, ou encore le Centre des loisirs Albert Thomas, devenu depuis le Théâtre Jean Vilar.

Mais une de ses plus belles réalisations, la dernière sur le plan scolaire fut en 1935 sa célèbre Ecole de plein air. Ce complexe, situé sur les côteaux du Mont Valérien, a depuis été classé par le ministère de la Culture et accueille désormais l'INSHEA, l'Institut pour la formation des maîtres spécialisés pour les enfants handicapés. Dans un parc de deux hectares, Henri Sellier inventa une école pour les enfants chétifs et malades de la ville : des classes avec des parois vitrées, qui s'ouvraient lorsque le soleil se montrait, et avec la possibilité de faire cours dans le parc... Les photos de ces salles de classes en plein air ont fait le tour du monde, tant cette école futuriste était un modèle d'hygiénisme et de santé publique.

La fonction « d'homme d'Etat » ne lui plaisait guère, hormis pour mettre en œuvre son action humaniste et hygiéniste. Il était avant tout un élu local, plus passionné par la vie municipale que par la politique générale.

Déjà à l'époque, à ses détracteurs qui lui demandaient s'il était un homme de gauche ou de droite, il répondait avec conviction : « *Je suis moi, un citoyen Suresnois avant tout...* »

Henri Sellier, présenté comme l'inventeur du Suresnes moderne, refusa d'imiter plusieurs autres maires de banlieue et d'abandonner sa commune en 1940, malgré les bombardements qui avaient détruit bon nombre d'habitations et

jusqu'à la mairie de Suresnes. Il démissionna de son mandat de Sénateur pour marquer son opposition à la politique du gouvernement de Vichy, mais décida de rester auprès de ses administrés, face à l'envahisseur nazi. Il fit même poser sur les murs de la ville une affiche qui proclamait « *Suresnois ! la municipalité reste* ».

Destitué par le gouvernement le 20 mai 1941 pour « hostilité à l'œuvre de rénovation nationale », il fut incarcéré à Compiègne du 22 juin au 17 juillet 1941. Il réunissait clandestinement sa cellule de Résistance dans un petit appartement du boulevard Aristide Briand, dans la Cité Jardins, avant de s'éteindre en 1943.

Ce 23 novembre 1943, bravant l'interdiction de l'occupant, la foule fut nombreuse et silencieuse tout le long du parcours suivi par le convoi funéraire de leur maire. Cet ultime hommage des Suresnois pour celui qui avait lutté toute sa vie pour son prochain et qui avait tant donné à Suresnes et à ses habitants était la preuve de leur profonde reconnaissance.

Lorsque l'on contemple toutes ces affreuses barres HLM, construites dans les années 60 et 70, et que chaque ville tente aujourd'hui de détruire pour reconstruire un habitat social à taille humaine, on ne peut que saluer la vision d'Henri Sellier qui, quarante ans plus tôt, a réalisé avec sa Cité Jardins une merveille d'architecture, classée depuis aux Bâtiments de France et repris par les architectes et les politiques d'aujourd'hui comme une vision d'avenir et un idéal urbain.

En tant qu'élus de Suresnes, on ne peut que s'inspirer d'Henri

Sellier, le « Grand homme » qui fit de cette ville ce qu'elle est encore aujourd'hui, avec son œuvre colossale, s'inspirer de son altruisme et de sa volonté d'améliorer le quotidien des populations, au delà de tout clivage partisan. Son action d'élus est un modèle de réconciliation entre les citoyens et les élus.

### *Un château imaginaire*

Dans le Suresnes d'aujourd'hui, beaucoup d'entre nous ont l'habitude d'emmenner leurs enfants jouer au Parc du Château, dans le quartier République. Lorsque j'étais jeune, j'imaginai un grand château, avec des fortifications allant jusqu'à la tour carrée près de la résidence des Raguidelles. Mais il n'en était rien... Le château de Suresnes, de son vrai nom Château de Bel-Air, datait de 1630 et était, à l'origine, une belle maison bourgeoise entourée de verdure, que ses propriétaires successifs se sont chargés d'embellir encore.

Et des anecdotes sur ce château, il y en a, bien sûr. Les textes indiquent que Barras, un des membres du Directoire, l'acheta en 1796 et invita plusieurs amis, dont Talleyrand, qui apprit dans cette propriété de Suresnes qu'il venait d'être nommé ministre des Affaires étrangères. Il est même raconté que Bonaparte y aurait rencontré pour la première fois Joséphine, alors maîtresse de Barras.

La propriétaire qui fit de cette propriété un vrai château fut

la Princesse de Vaudémont, proche de la famille de Bourbon, qui agrandit la maison en l'unissant au château de la Source, qui se trouvait près du pont de Suresnes.

Il fut également la propriété de la grand-mère du célèbre éditeur Gaston Gallimard, dont la famille possède un des plus imposants caveaux dans le cimetière ancien de la rue Carnot. En 1875, le docteur Magnan y fonda une maison de santé et de repos, où fut internée Adèle Hugo jusqu'en 1915, après la mort de son père Victor.

Le château était désaffecté depuis 1960, la municipalité le fit démolir en 1986. C'est toujours avec un peu d'émotion que j'imagine ce que nous aurions pu faire d'une bâtisse comme celle du château de Suresnes, chargé d'histoire, en plein cœur de la ville.

### *Une ville fleuve*

Le barrage sur la Seine, et notamment les écluses, construits en 1860 ont nettement favorisé l'industrialisation de la ville. Les blanchisseries, qui dominaient au XIX<sup>e</sup> siècle les berges suresnoises, ont été peu à peu remplacées au XX<sup>e</sup> siècle par l'industrie automobile.

Le premier pont suspendu fut construit à Suresnes en 1842, remplaçant le bac qui était utilisé alors pour relier la ville à l'actuel bois de Boulogne (on peut aisément imaginer

l'emplacement de ce bac, dans le prolongement de la rue du centre-ville qui porte son nom). Affolés par l'arrivée des Prussiens en 1870, les habitants décidèrent de l'incendier. Il fallut attendre 1874 pour qu'un premier grand pont soit construit pour satisfaire aux exigences commerciales de l'époque. Et il fallut encore attendre 1936, et l'impulsion du maire Henri Sellier, pour qu'un pont assez large (30 mètres de large pour 160 mètres de long) soit construit dans le prolongement de ce qui était alors le boulevard de Versailles (et qui n'est autre que le boulevard Henri Sellier aujourd'hui).

Le pont actuel, voulu par Henri Sellier, ne sera pourtant achevé et inauguré qu'en 1951. C'est aujourd'hui un axe majeur de liaison entre la ville et la capitale, avec plus de 50 000 véhicules par jour.

### *Un mandat magnifique*

Dernièrement, quelqu'un m'a dit que voter, déléguer ses pouvoirs à un autre, n'était pas, pour les êtres humains, un acte naturel — au sens biologique du mot. Laisser à un tiers la possibilité de décider pour nous n'est pas dans notre nature. Et pourtant, le vote est le fondement de toute démocratie, d'où l'importance de ne pas décevoir, de faire preuve de pédagogie pour expliquer les décisions prises et d'associer le plus possible les habitants aux décisions de la ville.

Les difficultés d'un maire font partie du quotidien d'un élu. Il faut aimer chercher des solutions pour sans cesse faire bouger les lignes. C'est l'essence même d'un homme politique que de toujours créer, inventer, pour améliorer la vie de ses concitoyens. Et être digne et respectueux du mandat qui lui a été confié. Je suis de ceux qui pensent que le pouvoir n'appartient pas aux élus, mais aux citoyens. Un simple vote peut venir modifier un ordre apparent, c'est aussi cela vivre dans un pays libre et démocratique comme le nôtre. Les élus sont et doivent rester au service des citoyens qui leur ont délégué leur mandat.



D'autant que les temps ont changé : les citoyens réclament aujourd'hui davantage d'écoute, de transparence et de démocratie, et se sentent désormais le droit d'exiger d'un maire qu'il conçoive sa fonction comme un travail à temps plein, et pas comme une simple indemnité supplémentaire.

Un maire doit pouvoir rencontrer ses administrés au détour d'une rue ou sur un marché. Un maire doit rendre des comptes annuellement à ses concitoyens par l'intermédiaire de compte rendu de mandat. Bref, un maire se doit d'être présent sur sa ville, et disponible à 100 % pour les habitants de sa ville.

La confiance se mérite : dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit sont des principes auxquels je ne déroge pas. Les promesses avancées en période électorale sont souvent reléguées aux oubliettes une fois l'élection acquise. Et lorsqu'elles sont tenues, elles le sont souvent sans concertation et éloignées des attentes du moment des habitants.

Sans le goût du contact, de l'écoute et de l'altruisme, il n'existe pas de « bon politique ». Ecouter, expliquer, convaincre, rassembler et inclure sont l'essence même de la mission d'un responsable politique.

En 2001, la loi a permis de remettre le citoyen au cœur de la gestion de la Cité, au cœur de la politique locale de nos villes. La loi sur la Démocratie locale de Daniel Vaillant, alors ministre de l'Intérieur, a généralisé, ce que peu de villes avaient initié auparavant, la création des Conseils de quartiers, les observatoires de la vie municipale, les Conseils des jeunes, bref la concertation avec la population.

Lorsque les temps sont durs, chacun doit accepter de surmonter les faux clivages. Dans la gestion d'une ville les clivages habituels gauche/droite existent très peu. Nous connaissons tous des villes de droite gérées par des maires de gauche ou des villes de gauche par des maires de droite. Ceux qui souhaitent enfermer le débat local dans un clivage depuis longtemps dépassé se trompent. Les Français attendent autre chose de leurs élus, ils attendent du concret.

Etre maire c'est aussi, et surtout, exercer une fonction hautement chronophage. D'où ma constante opposition au cumul des mandats. Le mandat de maire d'une commune de 50 000 habitants n'est que très peu compatible avec d'autres mandats ou fonctions. Il ne laisse aucune possibilité pour se disperser, sauf à ne pas l'exercer sérieusement, car une journée n'a jamais que vingt-quatre heures.

Le mandat de maire est très particulier et certains le considèrent plus orienté vers la gestion que la politique. C'est une vision qui, à mon sens, n'est pas fautive. Etymologiquement, faire de la « politique », c'est gérer et administrer la Cité. Donc, en dépassant les clivages politiques, l'administration d'une ville est une gestion de bon sens, une gestion au quotidien, une gestion des priorités. C'est ce qui fait du mandat de maire l'un des plus beaux de la République.

## *Une vision d'avenir*

Etant Conseiller municipal depuis le mois de mars 2008, j'ai pu mesurer l'ampleur du travail que les élus locaux peuvent avoir. J'ai pu également concevoir ce qu'une ville devait être, devait proposer comme services à ses habitants, pour l'intérêt général de la cité et le mieux vivre ensemble.

Etre dans l'opposition municipale est, en réalité, une des fonctions les plus formatrices. Car un Conseiller municipal d'opposition n'est pas indemnisé et doit donc conserver un travail rémunérateur, mais en plus il n'a aucun moyen pour gérer correctement son mandat, il n'a ni collaborateur pour préparer ses dossiers, ni équipe administrative pour effectuer des recherches et rédiger des rapports et, surtout, il n'est pas délégué à un domaine particulier. Par conséquent, le Conseiller municipal d'opposition doit donc tout connaître et avoir une vue globale sur tous les dossiers.

Comprendre comment une ville est gérée, de quoi les choix municipaux procèdent et notamment les choix budgétaires, l'élaboration du budget est l'acte majeur d'une équipe qui gouverne, traduisant ses priorités politiques. Le budget d'une ville devrait être présenté et discuté avec les citoyens chaque année avant le vote par les élus. Si l'on désire la transparence, il convient d'expliquer les affectations des ressources de la ville et les choix budgétaires annuels dans le cadre des engagements de mandature.

Et j'aime l'idée de ce contact et de cette remise en cause perpétuelle par les citoyens.

## *Penser la ville*

Une Ville doit pouvoir répondre aux besoins de tous ceux qui la « font » : les infirmières, les médecins, les puéricultrices, les enseignants, les étudiants, les chercheurs, les femmes de ménage, les commerçants, etc. Le fait, pour un maire, de se focaliser sur une catégorie de population, de rater une vision d'ensemble, c'est refuser une politique globale et équilibrée. On ne peut pas faire de bonne politique et de politique juste si elle n'est destinée qu'à une partie de la population. Le rôle d'un maire est d'avoir une vision globale pour servir l'intérêt général.

C'est aussi pour cela que la démocratie participative est en plein essor depuis quelques années. La demande du citoyen n'est pas, aujourd'hui, d'être consulté une fois tous les six ans mais de devenir un véritable acteur de sa ville. La loi Vaillant de 2002 sur la démocratie de proximité en est la base. Elle a permis aux villes qui avaient une vraie volonté politique de créer tous les outils participatifs utiles aux habitants.

Par exemple, une ville devrait, cela paraît évident, se doter d'un observatoire des engagements municipaux. Le but en est simple : de façon totalement indépendante, des citoyens volontaires ont les moyens tout au long de l'année d'auditionner les agents municipaux et les élus pour déterminer l'avancée des promesses de campagne. Chaque année, ils présentent un rapport devant le Conseil municipal avec leurs observations, recommandations et explications. C'est un outil déjà utilisé dans plusieurs villes d'Ile-de-France et qui a permis l'implication de la population dans la gestion de la ville, mais aussi

la pression constante sur les élus pour qu'ils respectent leurs engagements.

Parce qu'il n'y a aucun chèque en blanc remis aux élus, il faut rendre des comptes sur l'utilisation de l'argent de la collectivité. Chaque euro dépensé doit être un euro utile pour les habitants.

Une ville doit aussi être une véritable Agora. Un lieu de réflexion, de débats et de démocratie participative avec les habitants. Les outils et les instances participatives sont innombrables, et peuvent aisément être utilisés dans chaque commune : les Conseils de la vie associative, déjà mis en place dans de nombreuses villes, veillent à ce que les subventions municipales soient attribuées de façon transparente et connues de tous. Ce sont aussi des lieux d'échanges entre associations, servant à améliorer le service à la population. Le Conseil des Sages, qui regroupe des retraités volontaires, œuvre et propose des idées pour améliorer le quotidien des seniors dans la ville, mais peut également être consulté par le maire sur tous les sujets concernant la commune. Le Conseil de la Jeunesse doit être un véritable organe de propositions nouvelles, avec des moyens d'action adéquats et une prise en compte réelle des propositions émanant des jeunes. Bref, les citoyens doivent pouvoir donner leur avis et être associés au développement et à la gestion de leur ville.

### *Une ville juste et solidaire*

Logement, emploi, formation, permis de conduire... Être jeune, c'est vivre un instant charnière de sa vie, où l'avenir se dessine. C'est aussi, hélas, ce moment décisif où l'inégalité des chances peut surgir de la manière la plus criante.

Il faudrait donc que la municipalité déploie tous ses efforts pour aider la jeunesse à briser le plafond de verre de ces discriminations et lui donner les moyens d'exercer sa citoyenneté et sa liberté. La Mission locale pour l'emploi, des forums pour l'emploi des jeunes deux fois par an, un Salon des jobs d'été sont des outils qu'il faut valoriser pour l'orientation et pour l'insertion professionnelle des jeunes.

L'engagement passe par l'apprentissage de la citoyenneté et de la solidarité. Les jeunes sont notre futur, il faut leur faire confiance autant que leur donner confiance dans l'avenir.

La jeunesse doit être le chantier prioritaire pour chaque équipe municipale. Elle doit créer les conditions de la réussite de nos enfants pour leur entrée dans la vie active. Victor Hugo disait : « *Construisez des écoles, cela vous évitera d'avoir à construire des prisons.* »

Une ville n'a pas prise sur les programmes de l'éducation nationale, mais il est de sa responsabilité de mettre les moyens au service des familles pour la réussite de leurs enfants. La rentrée scolaire est souvent le moment où les inégalités sont les plus flagrantes. L'école gratuite, voulue par Jules Ferry, passe aussi par la prise en compte des dépenses de fournitures scolaires par la collectivité. Ainsi, de nombreuses villes fournissent des kits de rentrée scolaire à l'ensemble des enfants, et du coup, quel que soit le revenu des familles,

tous les enfants sont logés à la même enseigne, pas de discriminations, pas de différences sur la règle, le compas ou le cahier à carreaux.

### *Vers une ville durable et éco-responsable*

Inventer de nouveaux moyens d'économie d'énergie et de règles écologiques durables doit être une des priorités d'une ville moderne. Pour la planète, pour nos enfants bien sûr. Mais aussi pour les factures d'énergie des citoyens, pour qui les charges sont de plus en plus élevées.

Les immeubles de bureaux sont énergiquement très performants : la nuit, la chaleur résiduelle des bureaux vides pourraient chauffer des logements occupés. L'idée serait donc de mixer les logements et les bureaux afin de réduire la consommation d'énergie et les charges des particuliers. Dans un autre immeuble, on pourrait utiliser la chaleur générée par les ordinateurs pour produire l'énergie utilisée pour le chauffage l'hiver et le rafraîchissement des appartements l'été.

Ailleurs, on pourrait remplacer les radiateurs par des ordinateurs et utiliser la chaleur dégagée par les appareils informatiques pour chauffer les pièces. Chauffage gratuit pour les uns, charges à coût réduit pour les autres, économie globale d'énergie pour la ville, tout le monde serait gagnant. Une expérience révolutionnaire — et une première mondiale — est menée actuellement à Paris sur ce sujet.

Mais une ville durable ce n'est pas seulement des questions d'énergie, cela concerne également les achats. Moins et mieux acheter, en sélectionnant les produits offrant le moins d'impact sur l'environnement conformément à la logique des 3R : Réduire, réutiliser, recycler. Et aussi préférer les produits issus de l'agriculture biologique dans les cantines scolaires de la ville et pas seulement avec une pomme, comme c'est souvent le cas. Ce sont là des gestes de bon sens qui peuvent favoriser le maintien d'une agriculture saine et respectueuse de l'environnement aux portes même de Paris.

Rénover, entretenir, préserver l'environnement et les espaces publics. La municipalité doit pouvoir maintenir un cadre de vie de qualité aux habitants, dans le respect des contraintes budgétaires de la ville.

Mettre en place un *Agenda 21* qui, comme son nom l'indique, est un agenda du XXI<sup>e</sup> siècle, qui décrit les secteurs où le développement durable doit s'appliquer dans le cadre des collectivités territoriales. Il touche des domaines aussi variés que la santé, le logement, la pollution, l'assainissement, la gestion des déchets, la voirie ou le social. Il implique une grande consultation avec la population, avec un rôle d'éducation, de mobilisation et de prise en compte des vues du public en faveur d'un développement durable de la ville.

Nous savons depuis longtemps que baisser en hiver la température d'un degré dans un appartement peut faire économiser jusqu'à 7 % de la facture. Il est donc important que la collectivité montre l'exemple dans ses propres bâtiments, et incite les locataires et les propriétaires à faire de même.

Plusieurs villes ont fait le choix de verdir les toitures, pour retenir les eaux de pluie afin de les réutiliser, par exemple, pour l'entretien des espaces verts ou dans le système d'alimentation en eau des toilettes des immeubles. La municipalité peut également inciter les bailleurs privés à l'imiter, en verdissant leurs toits afin de réduire les factures d'eau de leurs locataires.

D'un point de vue général, trouver des économies face au gaspillage trop fréquent de nos collectivités.

L'enjeu est de taille, mais repenser différemment notre consommation est indispensable pour les générations futures.

### *Une ville sécurisée et apaisée*

Depuis le début de mon engagement politique, j'ai toujours été dubitatif devant le tabou que pouvait représenter la sécurité pour les partis de Gauche. Je me sens complètement en phase avec le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, lorsqu'il déclare que la sécurité n'est ni de droite, ni de gauche.

La sécurité est la première des libertés. D'ailleurs, les citoyens qui souffrent le plus des incivilités se trouvent souvent dans les quartiers populaires.

La vidéosurveillance, si elle est correctement adaptée, est une solution viable face à la délinquance. Mais, pour être

dans le plus strict respect des libertés publiques, il convient de mettre en place un Conseil d'éthique, sans la présence d'élus mais composé uniquement de citoyens, permettant une plus grande protection des habitants et des commerçants face aux actes de délinquance tout en garantissant une liberté dans l'espace public de la ville. Cependant, les chiffres démontrent que la vidéosurveillance ne règle pas tous les problèmes de la criminalité (en 2012 les cambriolages ont augmenté de 40 % par rapport à l'année précédente).

Fabriquer de la sécurité doit être une démarche globale avec de nombreux acteurs, parmi lesquels la Police municipale joue un rôle majeur. Aux côtés de la Police nationale, de la Justice et de nombreux partenaires, la Police municipale doit assurer la sécurité sur le territoire de la ville.

La lutte contre l'insécurité est un combat de tous les instants, qui passe par une Police municipale renforcée, qui doit être présente 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, dans tous les quartiers, auprès des commerçants, des habitants et à la sortie des écoles et collèges. Il faut redonner une mission d'ilotage à la Police municipale, qui doit être ni plus ni moins qu'une police de proximité, et travailler en étroit partenariat avec les ministères de la Justice, de l'Intérieur et de l'Education nationale dans le cadre du CLSPD (Contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance), mais aussi et surtout avec la Police nationale.

### *Une ville 3.0*

En Angleterre, le service *Fix My Street*, qui permet à chacun de signaler les dégradations de sa rue ou de son quartier, a fait ses preuves. Depuis, un certain nombre de villes en ont fait l'expérimentation, qui s'est avérée concluante. Le principe en est simple : les habitants peuvent photographier une poubelle cassée, un trou dans la chaussée, un poteau endommagé ou un graffiti et l'envoyer via leur Smartphone afin que les services municipaux interviennent dans les 24 heures. C'est le principe de cogestion de la ville au quotidien et de la responsabilisation des citoyens.

Dans le même temps, de plus en plus de villes s'équipent d'un service wifi gratuit pour la population. Dans la rue, à la terrasse d'un café ou sur un banc public, chaque citoyen peut y avoir accès, c'est l'égalité devant la technologie qui est mise en place par ce service.

### *Une nouvelle volonté économique et une priorité locale, l'emploi*

Les entreprises ont besoin d'être accompagnées lors du démarrage de leur activité. C'est à ce moment-là qu'elles sont le plus fragiles. Elles ont besoin de lieux pour les aider et les stabiliser.

En tant que chef d'entreprise, j'ai pu apprécier l'utilité pour

une ville d'avoir une Pépinière d'entreprises, ou une Maison des Entreprises, qui favorise clairement la création de nouvelles structures, en développant l'emploi et en réduisant le chômage local. Cet incubateur économique est un centre de ressources et de documentation pour travailler, échanger et rencontrer d'autres porteurs de projets, indispensable à une ville aujourd'hui pour préparer efficacement son avenir économique.

Par ailleurs, il n'est pas nécessaire d'instaurer un système d'assistantat qui consiste souvent à valoriser l'inaction. L'accompagnement des publics sensibles doit leur permettre de relever la tête et de s'en sortir. La Maison de l'emploi doit être une maison dynamique et motivante, et non une obligation réglementaire.

Il nous faut inventer et proposer des incitations fiscales pour attirer de nouvelles entreprises, afin de créer de nouvelles ressources et donc d'alléger la pression des impôts sur les ménages. On ne peut pas indéfiniment faire payer aux particuliers les factures des manquements de leurs élus en matière de développement économique.

Il est d'ailleurs important qu'un maire soit le VRP de sa ville, une sorte d'ambassadeur local, afin d'attirer sur le territoire de la commune de nouvelles sociétés, garantes de nouvelles ressources. Il faut en avoir l'envie et le temps, mais vanter sa propre ville n'est pas une activité déplaisante pour celui qui l'aime...

La différence entre une ville-dortoir et une ville dynamique, c'est la capacité de son maire à soutenir et à développer le commerce local. En s'appuyant sur la loi Ollier, il est possible

de créer une société d'économie mixte de la Ville, pour acquérir des locaux commerciaux là où le commerce se trouve en danger et où le périmètre de protection a été fixé par le Conseil municipal. Sa mission serait de louer ces emplacements à des types de commerces menacés, comme les poissonniers, les fromagers, les bouchers, les libraires, etc., mais aussi de faire venir de grandes enseignes porteuses de clientèles nouvelles dans un centre-ville déserté.

Il est possible de protéger les commerces de centre-ville avec un minimum de volonté politique. Les commerces de proximité jouent un rôle allant bien au-delà du seul aspect économique. C'est un lien social au quotidien, c'est l'attractivité et le bien vivre d'une ville qui se ressent dans ses commerces.

### *Une ambition forte et déterminée*

Voilà comment nous pourrions imaginer la ville de demain, une ville moderne, tournée vers l'avenir et en co-gestion avec les citoyens. Dès lors, comment ne pas vouloir que la ville qui m'a vu naître, qui m'a vu grandir et y fonder une famille, comment ne pas vouloir que Suresnes soit justement cette ville-là ?

Si l'on pense une politique juste et raisonnée de la Cité, si l'on imagine les modernisations et les développements qui en feraient une ville « idéale », comment ne pas vouloir que cette

ville soit justement celle où l'on habite, celle que l'on arpente chaque jour, celle que l'on aime ?

La politique, celle d'une municipalité en particulier, consiste à *penser* la ville pour le bien-être de celles et ceux qui y vivent. Comprendre la ville d'aujourd'hui et écrire celle de demain, réfléchir ensemble aux défis posés, trouver les solutions les meilleures pour le bien commun, créer une ville que nous serions tous fiers d'habiter, c'est là toute mon ambition pour Suresnes.

Je fais de la politique parce que j'aime les gens. J'ai la passion de l'engagement public, de celui d'être au service des citoyens, et la passion pour la ville qui est la mienne depuis toujours.

L'adage qui veut que « *Nul ne sort de Suresnes, qui souvent n'y revient* » est souvent confirmé. On aime cette ville, comme un agriculteur aime son champ.

Une ville comme Suresnes a besoin d'investissements pour le quotidien de ses habitants. Des gymnases qui soient en adéquation avec la population grandissante, des crèches répondant à une demande croissante, des écoles et du périscolaire accessibles à tous, des transports en commun efficaces afin de favoriser le développement économique de la ville, des commerces de proximité qui sont le lien économique et social indispensable pour la vie locale, le tout dans un climat apaisé et sécurisé pour les citoyens.

Suresnois, nous avons des racines.

Il ne nous manque que des ailes...